

Cas : Johan Teterissa – INDONÉSIE

Yasonna Laoly
Ministre de la Justice et des Droits humains
Ministry of Law and Human Rights
Jl. HR Rasuna Said Kav 6-7
Kuningan, Jakarta Selatan
Djakarta 12950
Indonésie

Monsieur le Ministre,

Je vous engagez à libérer immédiatement et sans condition Johan Teterissa, ainsi que les personnes qui ont manifesté avec lui, car ce sont des prisonniers d'opinion détenus uniquement pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression politique. En attendant sa libération, Johan doit être immédiatement transféré dans une prison plus proche de sa famille.

Johan Teterissa, enseignant de l'école primaire, est emprisonné depuis plus de 10 ans uniquement parce qu'il a brandi un drapeau. Il a dirigé un groupe d'hommes qui ont exécuté une danse de protestation, à l'issue de laquelle ils ont brandi un drapeau interdit par le gouvernement. La police les a emmenés, fouettés, frappés et jetés en prison à la suite d'un procès inéquitable.

Johan Teterissa a été condamné à une peine de réclusion à perpétuité, ramenée à 15 ans d'emprisonnement. Depuis 10 ans déjà, il est emprisonné à des milliers de kilomètres de sa famille et de ses amis. Agissez aujourd'hui pour mettre fin à cette injustice.

Veuillez agréer l'expression de ma haute considération,

Cas : Annie Alfred/Les personnes atteintes d'albinisme – MALAWI

President of the Republic of Malawi
Professor Arthur Peter Mutharika
Office of the President and Cabinet
Private Bag 301
Capital City
Lilongwe 3
Malawi

Monsieur le Président,

Je vous prie instamment de protéger contre le meurtre les personnes atteintes d'albinisme. Depuis novembre 2014, les attaques contre ces personnes ont fortement augmenté au Malawi.

Annie Alfred est l'une des nombreuses personnes atteinte d'albinisme dans ce pays. Comme d'autres, elle est menacée par des gens qui pensent devenir riches en la tuant pour vendre des parties de son corps. Prouvez à ces gens qu'ils ont tort.

Faites-leur comprendre que les crimes commis contre des personnes telles qu'Annie n'apportent pas la richesse mais sont sanctionnés avec toute la rigueur de la loi.

Veuillez agréer l'expression de ma haute considération,

Cas : Máxima Acuña – PÉROU

Minister of Interior
Carlos Basombrío
Plaza 30 de Agosto s/n Urb. Corpac - San Isidro
Lima, Pérou

Monsieur le Ministre,

Je vous prie instamment de protéger Máxima Acuña et sa famille contre les actes de violence et d'intimidation. Je vous demande également d'ouvrir immédiatement une enquête sur les attaques dont elle a été victime, et de traduire en justice les responsables présumés.

Máxima est une paysanne du nord du Pérou. Elle a dû faire face à de violents actes de harcèlement et d'intimidation menés par la police locale, car elle a refusé de quitter les terres où elle vit avec sa famille. Máxima mène contre Yanacocha, l'une des plus grosses compagnies minières du monde pour l'or et le cuivre, un combat juridique qui porte sur l'appartenance de la terre. Elle pense que le harcèlement de la police vise à ce qu'elle parte de chez elle.

Veillez à ce que la police joue son rôle et protège Máxima et sa famille.

Veuillez agréer l'expression de ma haute considération,

Cas : Edward Snowden – ÉTATS-UNIS

President Obama
The White House
1600 Pennsylvania Avenue NW
Washington, DC 20500
États-Unis

Monsieur le Président,

Je vous demande d'accorder votre grâce à Edward Snowden, un lanceur d'alerte qui s'est exprimé pour défendre les droits humains.

Quand Edward Snowden a communiqué à des journalistes des documents des services secrets américains, il a révélé l'ampleur de la surveillance de masse exercée par les gouvernements sur nos vies, notamment nos conversations téléphoniques et courriels. Son action a lancé un débat au niveau mondial, qui a permis de modifier des lois et contribué à améliorer la protection de la vie privée. Il risque pourtant d'être condamné à plusieurs décennies d'emprisonnement, et vit en exil.

Vous avez vous-même déclaré que le débat sur la surveillance déclenché par Edward Snowden allait nous rendre plus forts. Edward Snowden est un héros pour les droits humains. Traitez-le comme tel.

Veillez agréer l'expression de ma haute considération,

Cas : Bayram et Giyas – AZERBAÏDJAN

Ilham Aliyev
Office of the President of the Republic of Azerbaijan
19 Istiqlaliyyat Street
Baku, AZ 1066
Azerbaïdjan

Monsieur le Président,

Je vous exhorte à libérer immédiatement et sans condition Bayram Mammadov et Giyas Ibrahimov, et d'abandonner les charges retenues contre eux.

Bayram et Giyas ont « avoué » sous la torture être en possession d'héroïne, qui avait été dissimulée sur eux. La police a utilisé cette ruse pour punir ces étudiants, qui avait peint un graffiti sur la statue de l'ancien président de l'Azerbaïdjan, Heydar Aliyev.

Bayram et Giyas ne doivent pas risquer jusqu'à 12 ans d'emprisonnement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression. Veillez les libérer maintenant.

Veillez agréer l'expression de ma haute considération,

Cas : Les peuples autochtones de Peace River – CANADA

The Right Honourable Justin Trudeau
Office of the Prime Minister
80, rue Wellington
Ottawa, ON
Canada
Canada

Monsieur le Premier ministre,

Je vous demande d'arrêter la construction du barrage du site C, et de respecter l'obligation qui incombe au Canada de respecter et protéger les droits des peuples autochtones de la vallée de Peace River, en Colombie-Britannique.

La construction de ce barrage va entraîner l'immersion de 80 kilomètres de terres de la vallée de Peace River, la destruction des sites où les peuples autochtones chassent et pêchent, et celle de leurs lieux de sépulture.

Il y a plus de 100 ans, le gouvernement canadien a signé un traité promettant de protéger le mode de vie des peuples autochtones de la région. Monsieur le Premier ministre, respectez cette promesse.

Veuillez agréer l'expression de ma haute considération,

Cas : Ilham Tohti – CHINE

Directeur Fan Jun
Prison Administration Bureau of Xinjiang Uighur Autonomous Region
No. 626 Xinquanjie, Tianshanqu
Urumqi, Xinjiang Uighur Autonomous Region
République populaire de Chine
Code postal : 830002

Monsieur le Directeur

Je vous prie instamment de veiller à ce qu'Ilham Tohti soit protégé de la torture ou d'autres mauvais traitements en détention. Professeur d'université, Ilham Tohti s'est inlassablement efforcé d'établir des ponts entre les communautés ethniques en Chine.

Il s'est toujours opposé à la violence dans ses écrits et ses conférences, et a toujours encouragé la coopération et la compréhension mutuelle. Mais il a été emprisonné à vie pour « séparatisme ».

Ilham Tohti est puni cruellement pour son militantisme pacifique. C'est une injustice. Il doit être remis en liberté immédiatement et sans condition.

Veuillez agréer l'expression de ma haute considération,

Cas : Eren Keskin TURQUIE

Bekir Bozdağ
Ministry of Justice
Adalet Bakanlığı
06659 Ankara
Turquie

Monsieur le Ministre,

Je vous demande d'abroger les lois qui répriment le droit à la liberté d'expression en Turquie. L'avocate et ancienne journaliste Eren Keskin est victime de ces lois. Elle ne doit pas être emprisonnée pour avoir demandé ouvertement la justice.

En 2014, elle a été accusée d'avoir « insulté l'État turc » parce qu'elle avait dénoncé l'homicide d'un jeune garçon de 12 ans commis par l'armée. Eren Keskin a été traînée devant les tribunaux plus de 100 fois pour avoir dénoncé haut et fort le sort réservé à la minorité kurde en Turquie. Le nombre de procédures judiciaires engagées contre elle montre à lui seul qu'il s'agit de harcèlement.

Eren Keskin ne doit pas être emprisonnée simplement parce qu'elle a critiqué l'État. Un État réellement fort est à l'écoute des critiques émises contre lui. Montrez au monde que l'État turc sait écouter ses opposants.

Veillez agréer l'expression de ma haute considération,

Cas : Shawkan – ÉGYPTTE

Nabil Sadek
Office of the Public Prosecutor
Madinat Al-Rihab
New Cairo, Égypte

Monsieur le Procureur général,

Je vous exhorte à relâcher immédiatement et sans condition, Mahmoud Abu Zeid, plus connu sous le nom de Shawkan. Les charges retenues contre lui doivent par ailleurs être abandonnées. Cet homme est un prisonnier d'opinion, détenu uniquement en raison de ses activités de journaliste.

Ce photojournaliste couvrait le site <https://www.amnesty.org/en/press-releases/2013/08/egypt-evidence-points-torture-carried-out-morsi-supporters/> de Rabaa al Adawiya, le 14 août 2013, au Caire, quand les forces de sécurité ont fait irruption. Plus de 700 personnes ont été tuées lors de cette manifestation. La police a tué quelque 1 000 personnes dans le pays et l'armée s'est déployée pour disperser les manifestants à l'échelon national.

Quand la police a découvert que Shawkan était journaliste, elle l'a arrêté. Il est resté en détention plus de trois ans. Les charges qui pèsent sur lui sont fabriquées de toutes pièces et il ne reçoit pas les soins médicaux qui lui sont nécessaires. Je vous prie de le libérer immédiatement.

Veuillez agréer l'expression de ma haute considération,

Cas : Zeynab Jalalian – IRAN

Ayatollah Sadegh Larijani
Head of the Judiciary
c/o Permanent Mission of the Islamic Republic of Iran to the United Nations
Chemin du Petit-Saconnex 28
1209 Geneva
Suisse

Excellence,

Je vous demande de libérer Zeynab Jalalian, prisonnière kurde d'Iran, et de lui accorder immédiatement le traitement médical qui lui est nécessaire.

Les autorités iraniennes ne semblent pas disposées à lui prodiguer les soins spécialisés requis en urgence pour ses yeux.

Zeynab Jalalian a été arrêtée en raison de ses activités politiques et sociales en 2008. Elle affirme avoir été torturée pendant sa détention. Elle a été condamnée à la prison à perpétuité à l'issue d'une procédure manifestement inéquitable pour ses liens supposés avec l'aile militaire d'un groupe kurde d'opposition. Cette allégation n'a jamais été prouvée.

Veuillez agréer l'expression de ma haute considération,

Cas : Fomusoh Ivo Feh – CAMEROUN

Président de la République du Cameroun
Paul Biya
P.O. Box 95 Yaoundé
Cameroun

Monsieur le Président,

Je vous exhorte à abandonner toutes les charges retenues contre Fomusoh Ivo Feh et ses amis, et à les remettre en liberté sans délai.

Accusés d'avoir comploté et organisé une rébellion contre l'État, ils risquent jusqu'à 20 ans d'emprisonnement pour avoir partagé une simple plaisanterie par SMS.

Ne brisez pas leur avenir parce qu'ils ont agi ainsi.

Veillez agréer l'expression de ma haute considération,